



## Communiqué de presse CPSD/303

Quatrième Commission  
21<sup>e</sup> séance – après-midi

### LES DÉLÉGATIONS SOULIGNENT LA NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DANS LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

(Publié le 3 novembre 2004)

La détérioration inquiétante des conditions dans le territoire palestinien occupé a été de nouveau au cœur des débats de la Quatrième Commission, qui poursuivait son débat relatif à l'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Plusieurs délégations, dont celle de Malaisie, ont demandé que soit mis un terme aux restrictions de circulation et aux bouclages imposés par Israël. Ces mesures influent négativement sur l'économie et la vie quotidienne des Palestiniens, mais aussi sur la capacité de travail de l'Office à fournir l'assistance humanitaire, a-t-il affirmé. Les représentants de l'Union européenne et du Canada se sont particulièrement inquiétés du sort des enfants palestiniens. Plusieurs délégations ont en outre à nouveau dénoncé les destructions de maisons palestiniennes et d'infrastructures de l'UNRWA commises par Israël. Elles ont également souligné le manque de financement de l'Office et appelé, à l'instar de l'Observatrice de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la communauté des donateurs internationaux à accroître leurs contributions.

Les délégations ont réaffirmé leur soutien aux travaux de l'UNRWA et la quasi-totalité d'entre elles ont salué le courage de son personnel et du Commissaire général, Peter Hansen. Le représentant de la Malaisie a jugé malvenue l'allégation formulée par Israël à l'encontre de l'UNRWA, accusée d'avoir transporté une roquette dans une ambulance. Il s'agit de discréditer le travail courageux de cet Office, a-t-il estimé, en notant que le Gouvernement israélien avait retiré ses allégations mais n'avait toujours pas présenté ses excuses. La Malaisie a invité Israël à user désormais de canaux diplomatiques pour traiter les questions de cette nature. L'Union européenne a pour sa part invité Israël à éviter toute action ou déclaration qui pourrait provoquer un climat de méfiance vis-à-vis de l'Office et de son personnel.

Le représentant d'Israël a, quant à lui, affirmé que son pays soutenait les activités de l'UNRWA, mais il a demandé à l'Office de faire preuve de davantage d'impartialité. Il a estimé que les terroristes profitaient des faiblesses des réfugiés palestiniens pour poursuivre leurs buts meurtriers. Il a déclaré que les pays arabes dénonçaient les opérations militaires israéliennes, qu'il a qualifiées de « légitime défense », pour faire oublier qu'ils avaient abandonné les Palestiniens et ne contribuaient que très faiblement au budget de l'UNRWA. Enfin Israël a affirmé que des militants du Hamas et des terroristes utilisaient abusivement et régulièrement les véhicules et ambulances de l'Office pour faire passer des hommes et des armes, et que certains employés de l'UNRWA abusaient de leur qualité d'employés de l'ONU à des fins terroristes. Le représentant a d'ailleurs signalé que plusieurs membres de l'Office avaient été arrêtés pour de telles activités. Israël est prêt au dialogue, a-t-il toutefois assuré, reconnaissant que les réfugiés ont besoin de l'assistance de l'UNRWA. Le Commissaire général, Peter Hansen, a répondu que seule une poignée d'employés avait été mise en cause sur les 12 000 qui travaillent pour l'UNRWA. Il a en outre estimé ne pas disposer de preuves écrites confirmant la culpabilité des employés détenus par les forces israéliennes, dont l'Office est longtemps resté sans nouvelles. Il a conclu en espérant que le ton plus

conciliatoire du représentant d'Israël ouvrirait la voie au dialogue qui est nécessaire entre ce pays et l'UNRWA pour que l'Office puisse continuer à venir en aide aux civils palestiniens innocents.

Les délégations suivantes ont pris la parole: Japon, Malaisie, Maroc, Afrique du Sud, Viet Nam, Norvège, Koweït, Turquie, Soudan, Bangladesh, Canada, Pays-Bas au nom de l'Union européenne, Cuba, Chine, États-Unis, Israël, Observatrice de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. L'Observatrice permanente de la Palestine a fait usage de son droit de réponse.

La Commission entamera, lundi 8 novembre à 9 h 30, son débat relatif aux pratiques israéliennes dans les territoires occupés.

### ***OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (UNRWA)***

#### **Débat général**

M. TAKEOMI YAMAMOTO (Japon) a estimé que pour empêcher que la situation ne se détériore davantage, il fallait que les Israéliens fassent preuve de la plus grande retenue et que les Palestiniens fassent tous les efforts pour contrôler les extrémistes. Il faut que les deux parties retournent à la table des négociations et s'acquittent des obligations contractées en vertu de la Feuille de route, a-t-il poursuivi. Dans ce cadre, le Japon encourage le Gouvernement israélien à réaliser un retrait complet de Gaza, en coordination avec l'Autorité palestinienne et dans le cadre de l'application de la Feuille de route. Le représentant a continué en disant que, en ces temps difficiles, les personnels de l'UNRWA méritaient notre respect pour leurs efforts encourageants. La situation de crise entrave les activités de l'Office et le Japon appelle les autorités israéliennes à autoriser l'accès aux personnels humanitaires des organisations internationales, y compris l'UNRWA.

La construction de la barrière de sécurité, censée empêcher l'intrusion des terroristes, n'a pas seulement une incidence négative sur la vie quotidienne des Palestiniens, elle met aussi en péril le statut final des négociations, cela parce que le mur s'étend jusqu'à la « Ligne verte », a poursuivi M. Yamamoto.

Dans ces conditions, nous souhaitons qu'Israël se conforme à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ) et stoppe l'édification du mur.

Le Gouvernement du Japon, en janvier 2004, a annoncé une donation de 5,9 millions de dollars à l'UNRWA, qui inclut un don d'un montant de 1 million 513 200 dollars pour soutenir les activités d'urgence de l'Office en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Ce don a été utilisé pour fournir, entre autres, des équipements aux centres de soins de l'Office à Gaza. En mars 2004, le Japon a débloqué 500 millions de yen au Programme d'aide alimentaire de l'Office. Depuis l'Accord d'Oslo en 1993, la contribution totale du Japon aux activités de l'UNRWA s'élève à 220 millions de dollars. En conclusion, le représentant a déclaré que l'UNRWA continuait de jouer un rôle essentiel au Proche-Orient. Le Japon réaffirme son ferme engagement à soutenir les activités de l'Office, a-t-il dit.

M. RASTAM MOHD ISA (Malaisie) a souligné la dégradation inquiétante de la situation dans le palestinien occupé. Il a cité l'escalade des attaques armées israéliennes dans les camps de réfugiés, notamment à Gaza, le déplacement de Palestiniens après la destruction de leurs maisons, et le déclin des conditions économiques et sociales, et ajouté que la situation a été aggravée par la construction du mur de séparation par Israël. Il a demandé que soit mis un terme aux restrictions de circulation et au couvre-feu imposés par Israël, qui influent négativement sur l'économie et la vie des Palestiniens, mais aussi sur les activités humanitaires de l'UNRWA. Il a salué le travail de l'Office et, rappelant que 54 membres de son personnel s'étaient trouvés dans une situation très dangereuse en juillet dernier en raison des opérations militaires israéliennes à Gaza, a appelé au respect de l'immunité des équipes des Nations Unies. Il a également rendu hommage au travail des ONG. Préoccupé par la diminution des contributions alors que l'Intifada entre dans sa quatrième année, il a souligné l'importance cruciale du budget ordinaire de l'Office et la nécessité de l'augmenter. Les donateurs rechignent à verser des contributions pour reconstruire des

maisons détruites par Israël car ils estiment que cela les rendrait complices d'une violation du droit international, a souligné le représentant. Il a souligné le rôle vital de l'Office dans l'assistance humanitaire aux réfugiés. Cette assistance fait partie intégrante des efforts pour parvenir à la paix au Moyen-Orient, a-t-il affirmé, en appelant la communauté internationale à continuer à soutenir l'Office.

Le représentant a jugé malvenue l'allégation formulée par Israël à l'encontre de l'UNRWA, accusée d'avoir transporté une roquette dans une ambulance. Il s'agit de discréditer le travail courageux de cet Office, a-t-il affirmé, en notant que le Gouvernement israélien avait retiré ses allégations mais n'avait toujours pas présenté ses excuses. La Malaisie soutient la demande adressée par le Secrétaire général à Israël, lui priant de traiter les questions de cette nature par des canaux diplomatiques.

Mme SAADIA EL ALAOUI (Maroc) a déclaré que l'étude des activités de l'UNRWA était inséparable de celle des conditions de vie des populations et de travail des personnels de l'Office. Elle a déploré la détérioration de la situation dans les territoires occupés et l'insuffisance des ressources de l'UNRWA.

Faisant référence au rapport de M. Hansen, elle a noté que les massacres de civils, l'utilisation d'une force disproportionnée, les assassinats sommaires, et la destruction systématique des maisons avaient atteint un niveau sans précédent. Ces pratiques israéliennes sont contraires à toutes les lois, et en premier lieu au droit humanitaire international qui devrait protéger les réfugiés et leur redonner l'espoir d'une vie future meilleure, a-t-elle poursuivi. Elle a salué le fait que l'UNRWA s'efforce dans ces conditions extrêmement difficiles de fournir son aide aux réfugiés. Dans ce sens, tout devait être mis en œuvre pour rendre possible et faciliter à terme le travail de l'UNRWA, a-t-elle dit. Les pays donateurs devaient donc poursuivre, sinon augmenter, leur appui financier à l'Office et répondre aux appels d'urgence de l'UNRWA. En conclusion, la représentante a déclaré que la poursuite de la construction du mur de séparation plaçait encore Israël dans l'illégalité internationale, et était un nouveau facteur d'aggravation de la situation des familles de réfugiés. Trente-six mille personnes vivent sous un véritable embargo du fait de l'édification de ce mur illégal, a-t-elle dit. Elle a exhorté la communauté internationale à soutenir l'effort vital de l'UNRWA pour soulager les souffrances du peuple palestinien.

M. NGUYEN VAN BAO (Viet Nam) a salué le travail effectué par l'UNRWA. Son activité est très importante, compte tenu de la détérioration de la situation économique et sociale dans le palestinien occupé, a-t-il estimé, rappelant que plus de la moitié des Palestiniens vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Il a ensuite jugé que la construction du mur de séparation, l'imposition de restrictions de circulation et d'un couvre-feu par Israël avaient eu des conséquences négatives sur la vie des réfugiés et sur leur accès à l'emploi. Cela a également influé négativement sur la capacité de l'Office à accomplir son travail humanitaire, a-t-il ajouté. M. Van Bao s'est ensuite déclaré préoccupé par la destruction des infrastructures de l'UNRWA, à laquelle il doit être mis un terme. Il a donc appelé au respect de l'intégrité des Nations Unies et de l'immunité et la sécurité de son personnel.

Mme BONGIWE QWABE (Afrique du Sud) a affirmé que la crise humanitaire en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza n'était pas le résultat d'une catastrophe naturelle mais de la politique menée par Israël. Les bouclages et les restrictions imposés par les autorités israéliennes à la liberté de circulation constituent une punition collective de la population civile. De telles pratiques sont expressément prosrites par la 4<sup>ème</sup> Convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre. Dans ce sens, nous demandons à Israël de rétablir la libre circulation des biens et services essentiels, ainsi que de celle des personnes. Nous saluons les efforts de l'Office en vue de promouvoir des activités génératrices de revenus en cette période où l'économie palestinienne continue à se détériorer. Nous tenons également à rendre un hommage appuyé aux personnels de l'Office qui sont régulièrement harcelés, et dont plusieurs ont été tués.

M. HANS JACOB FRYDENLUND (Norvège) a souligné qu'alors que la deuxième Intifada entrait dans sa cinquième année, le coût humain ne cessait d'augmenter pour la population palestinienne, atteignant un sommet avec la récente opération israélienne « Jours de pénitence » dans le camp de réfugiés de Jabalya. Les Nations Unies nous ont prévenus que la violence, l'humiliation et la pauvreté poussaient les Palestiniens dans une crise profonde, a-t-il rappelé. Il a ensuite souligné le rôle indispensable de

l'UNRWA et le besoin de lui fournir les ressources nécessaires, rappelant que l'Office n'avait reçu que 45% des fonds demandés dans le cadre de son appel d'urgence en 2004. Ce manque de ressources a empêché l'Office de maintenir le niveau et la qualité de ses services en faveur des réfugiés. Le coût des services de base dans les territoires occupés a augmenté fortement en raison des incursions israéliennes, des restrictions de circulation et de la construction de la barrière, a-t-il affirmé. Le représentant a ensuite déclaré qu'aucun conflit n'était au-dessus du droit humanitaire international, et que l'avis consultatif de la Cour internationale de justice l'avait réaffirmé. L'UNRWA et les autres organisations humanitaires devaient se voir garantir un accès complet à Gaza et aux autres territoires occupés, a-t-il affirmé.

M. Frydenlund a ensuite déploré que l'UNRWA ait été visée par des allégations infondées de mauvaise conduite. Il a apporté son appui à l'Office et à son personnel pour leurs efforts en faveur des réfugiés palestiniens, dans des circonstances difficiles et dangereuses. Il a ensuite jugé que les pays hôtes et les pays donateurs avaient un intérêt commun à permettre à l'Office de maintenir un haut niveau de transparence et de communication, ainsi qu'à s'assurer qu'il utilise ses maigres ressources aussi efficacement que possible.

M. MANSOUR AYYAD SH. A. AL-OTAIBI (Koweït) a souligné l'importance de la question des réfugiés palestiniens, en notant qu'il était de la responsabilité de l'UNRWA d'apporter toute son aide aux populations palestiniennes. Nous sommes conscients des difficultés auxquelles l'Office se trouve confronté, a-t-elle reconnu, mais il doit élargir la gamme des services qu'il propose aux réfugiés ainsi que la base de ses donateurs. Son pays soutenait dans ce sens la conduite des réformes entreprises pour améliorer l'efficacité de l'action de l'Office. Le Koweït apporte depuis les premiers jours de la crise toute l'assistance économique possible, a-t-elle poursuivi. Il a aidé au financement des diverses infrastructures en vue de soulager les souffrances palestiniennes provoquées par les pratiques oppressives israéliennes menées depuis septembre 2000. Le Koweït demeure solidaire du peuple palestinien, qui devait pouvoir réaliser ses droits conformément aux résolutions 242 et 338 et aux recommandations contenues dans la Feuille de route et les différents accords de paix conclus entre les parties.

M. MUSTAFA LEVENT BILGEN (Turquie) s'est déclaré troublé par le cycle incessant de violence et d'événements tragiques au Moyen-Orient. Les développements sur le terrain ont érodé les progrès réalisés après une décennie de processus de paix et ils ont apporté souffrance et désolation aux deux peuples, a-t-il ajouté. À son avis, les efforts diplomatiques se sont révélés futiles dans la mesure où les deux parties se sont retranchées davantage sur leurs lignes dures, et cela n'a permis ni aux Palestiniens d'obtenir un État, ni aux Israéliens d'obtenir la sécurité et la stabilité. Le prix du conflit a été payé par les innocents, a souligné M. Bilgen, en condamnant tous les actes de terrorisme ainsi que le recours à la force disproportionnée et les punitions collectives. Il a estimé que la Feuille de route constituait la seule issue viable au conflit en prévoyant la coexistence de deux États dans la paix et la sécurité.

Le représentant a salué le travail de l'UNRWA et de son personnel qui risque sa vie, et il a assuré le Commissaire général, M. Peter Hansen, du soutien de son Gouvernement. Il a noté que le rapport de l'UNRWA décrivait les difficiles conditions de travail de son personnel et les atteintes portées à ses infrastructures, ce qui a contribué à dégrader la situation économique pour les réfugiés palestiniens. Il s'est inquiété de la situation financière de l'Office. Tout en prenant note des améliorations enregistrées, il a souligné la responsabilité de la communauté internationale pour assurer la qualité des services rendus aux réfugiés. Il a salué les efforts déployés par l'UNRWA pour réduire ses coûts et élargir la communauté des donateurs. Il a cependant jugé utile de mettre en place encore d'autres mécanismes pour maximiser le bénéfice des contributions.

Le représentant a ensuite souligné que seul un processus politique négocié permettrait de parvenir à un règlement juste et durable du conflit au Moyen-Orient. Tout en se félicitant de la récente décision du parlement israélien concernant le retrait de la bande de Gaza, il a estimé que cette décision, n'aurait de sens que si elle constitue une étape sur la voie d'un accord global du conflit israélo-palestinien, basé sur les résolutions des Nations Unies.

Mme ILHAM IZELDIN (Soudan) a remercié M. Peter Hansen pour son rapport complet sur les activités de l'Office. Sa délégation a suivi avec intérêt et admiration les nombreuses activités menées par l'UNRWA, en dépit des difficultés qui lui sont faites par Israël. La vie quotidienne des populations palestiniennes ne cesse de se détériorer du fait de l'intolérable politique de force du Gouvernement israélien, dont les assassinats prémédités, les tueries qui dépassent le cadre de la loi, les politiques de bouclage et de destruction des maisons aggravent chaque jour la situation de crise. Les résolutions pertinentes de l'ONU, et en particulier du Conseil de sécurité, ne pouvant être mises en œuvre, Israël se voit encouragé à persister dans une logique de force dont sont maintenant victimes de plus en plus d'enfants, a fait valoir la représentante. Dans ce cadre, nous demandons instamment à la communauté internationale de fournir toute l'aide d'urgence requise à l'Office pour venir en aide aux réfugiés palestiniens qui vivent dans les territoires occupés, notamment ceux parqués dans les camps d'une densité des plus élevées.

M. MUHAMMAD A. MUHITH (Bangladesh) a salué le travail effectué par l'UNRWA alors que l'année passée a été marquée de nouveau par la violence et la destruction. Il a dénoncé les punitions collectives imposées par Israël, citant notamment les destructions sans précédent de maisons et les restrictions aux activités humanitaires. Il s'est ensuite déclaré préoccupé par la construction du mur de séparation, par l'imposition par Israël d'un couvre-feu dans Gaza et en Cisjordanie, et par l'impact de ces mesures sur les activités de l'UNRWA. Il a également évoqué les destructions d'infrastructures de l'Office par Israël, le blocage d'ambulances, les tirs sur des véhicules de l'Office, et les atteintes physiques à son personnel. Il a demandé à Israël de garantir la liberté de mouvement de l'Office, en soulignant le rôle central de l'UNRWA pour garantir la survie des réfugiés palestiniens. L'Office a donc besoin du soutien des donateurs en cette période critique et alors qu'il est aux prises avec un budget réduit et des demandes croissantes en raison de l'aggravation de la situation au Moyen-Orient, a-t-il ajouté. Il a donc appelé la communauté internationale à augmenter ses contributions à l'UNRWA. Il a en outre affirmé l'importance de réformer et de revitaliser l'UNRWA afin qu'il s'adapte à l'évolution rapide de l'environnement politique dans la région et aux besoins des réfugiés. Il a salué les efforts de l'Office afin de développer des activités génératrices de revenus à travers un programme de microcrédit. Le représentant a également exprimé son soutien au Commissaire général, Peter Hansen, et a présenté ses condoléances aux familles des personnels de l'UNRWA qui ont fait le sacrifice de leur vie.

M. GLYN BERRY (Canada) a rendu hommage aux efforts du personnel de l'UNRWA, sans qui, selon lui, la situation des réfugiés serait bien pire. Évoquant la détérioration de la situation dans la bande de Gaza, le représentant a souligné l'urgence d'assurer une protection efficace des réfugiés et de la population civile en général, avec une attention particulière pour les enfants. Il a estimé que les restrictions imposées pour des raisons de sécurité aux employés de l'UNRWA contreviennent aux principes de droit humanitaire international et entravent le travail essentiel de l'Office. La sécurité du personnel de l'UNRWA demeure toutefois une priorité pour le Canada, a-t-il ajouté. M. Berry a indiqué que le Canada est l'un des 10 premiers donateurs à l'Office, sa contribution pour les activités de base étant de 10 millions de dollars canadiens cette année, de 1,6 million à l'Appel d'urgence et de 1 million pour pallier la destruction de propriétés à Rafah. Sur la question des réformes internes envisagées par l'Office, le représentant a déclaré les soutenir afin d'assurer le bien-être des réfugiés palestiniens et une plus grande reddition des comptes envers la communauté internationale, en particulier les donateurs. La seule voie qui conduira à un avenir pacifique et prospère pour la population du Moyen-Orient à long terme réside dans la négociation d'une paix juste et durable, a affirmé le représentant, en notant les nouvelles opportunités que laisse entrevoir un retrait israélien de la bande de Gaza et de certaines parties de la Cisjordanie. Le rôle d'intermédiaire de l'UNRWA demeure crucial pour l'aide humanitaire et les services essentiels aux Palestiniens, a-t-il conclu.

M. DIRK JAN VAN DEN BERG (Pays-Bas) s'exprimant au nom de l'Union européenne, a salué l'engagement du personnel de l'UNRWA à s'acquitter de sa tâche dans des conditions difficiles et dangereuses. Il s'est félicité des contributions des Gouvernements de la Jordanie, du Liban et de la Syrie dans le cadre de l'assistance aux réfugiés palestiniens. Cependant, l'Union européenne (EU) demeurerait très préoccupée par le cycle de violence qui touche Israël et les territoires occupés. Condamnant toute

forme de terrorisme, y compris les attaques de roquettes visant le territoire israélien, le représentant a appelé l'Autorité palestinienne à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à ces actions terroristes. Reconnaissant le droit d'Israël à protéger sa population face à ces attaques, l'Union européenne a rappelé que celui-ci devait cependant être exercé conformément au droit international.

Dans son rapport annuel, le Commissaire général de l'UNRWA note la détérioration de la situation des réfugiés palestiniens et de leurs conditions humanitaires en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a poursuivi M. Van den Berg. À cet égard, l'Union européenne est particulièrement préoccupée par le sort des enfants, a-t-il indiqué, appelant les deux parties à mieux les protéger et à respecter pleinement leurs droits conformément au droit humanitaire international. S'agissant des limitations de la liberté de mouvement du personnel de l'UNRWA, le représentant a exhorté le Gouvernement israélien à permettre l'accès au personnel diplomatique et humanitaire sur le terrain tel que prescrit par le droit international et la Feuille de route. Appelant Israël à éviter toute action et toute déclaration préjudiciable qui pourrait provoquer un climat de méfiance vis-à-vis de l'UNRWA et de son personnel, l'Union européenne a réitéré sa confiance au Commissaire général Peter Hansen.

M. Van den Berg a également rappelé que l'UE représentait l'un des principaux donateurs de l'UNRWA et, à ce titre, il a salué l'adoption par l'Office d'un programme de réformes et d'un plan à moyen terme pour la période 2005-2009, tout en déplorant l'insuffisance persistante de financement pour ses programmes d'actions urgentes. Dans ce contexte, le représentant de l'UE a salué les efforts du Commissaire général pour élargir la communauté des donateurs, particulièrement pour obtenir des contributions plus importantes des pays du Golfe et autres pays arabes, ainsi que des Institutions islamiques de financement. Il a émis le souhait que des développements positifs puissent rapidement mener à une solution juste, stable et équitable pour les réfugiés palestiniens dans le cadre d'un accord pertinent, conforme aux résolutions des Nations Unies.

Mme SORAYA ALVAREZ (Cuba) a indiqué que les pertes économiques dont sont victimes les populations de réfugiés dans les territoires étaient encore aggravées par les restrictions de mouvement imposées par Israël et par la construction illégale de la barrière de sécurité que rejette la majorité des États Membres. Les incursions israéliennes sont suivies de destruction de masse des maisons mais aussi d'infrastructures de l'Office, ce qui retarde l'acheminement de l'aide d'urgence aux réfugiés, a poursuivi la représentante. Dans ces conditions, il est difficile de se montrer optimiste pour le devenir des 4 millions de Palestiniens vivant au Proche-Orient. La tâche de l'Office revêt alors dans ce contexte une importance encore plus grande. Nous voulons rappeler dans ce sens notre préoccupation s'agissant des difficultés budgétaires rencontrées par l'Office, a-t-elle poursuivi. Notre délégation est ainsi d'avis que les contributeurs doivent augmenter le volume de leurs donations. En conclusion, la représentante a parlé du programme de bourses dont bénéficient les étudiants palestiniens que les universités de son pays accueillent chaque année. À ce jour, 298 étudiants ont obtenu chez nous un titre universitaire, a-t-elle dit.

Mme LIU JIA (Chine) a déclaré que le personnel de l'UNRWA avait beaucoup travaillé au cours des dernières années pour continuer à fournir coûte que coûte l'aide et le secours aux populations palestiniennes, comme l'a dit M. Hansen dans son rapport. La représentante a par ailleurs regretté que depuis quelques années l'Office doive faire face à un financement insuffisant, alors que la situation n'a de cesse de se détériorer dans la région. La mise en œuvre de la Feuille de route s'en trouve bloquée, et le processus se retrouve par conséquent dans l'impasse. Notre délégation, a-t-elle affirmé, ne peut qu'espérer que la communauté internationale trouvera vite les moyens de faire revenir les parties au conflit à la table des négociations, et elle a souhaité que la paix devienne enfin une réalité dans la région.

M. YOUSIF GHAFARI (États-Unis) a déclaré que son pays, au travers de ses contributions substantielles à l'Office, faisait la démonstration de soutien constant à l'effort humanitaire en faveur des réfugiés palestiniens. Au cours de la dernière année fiscale, nous avons ainsi déboursé 127 millions dollars pour l'UNRWA, dont 40 millions ont été affectés à l'aide d'urgence, a-t-il dit. Poursuivant, le représentant a rappelé que les États-Unis n'avaient pas soutenu certaines des résolutions sur la question parce que ces textes touchaient à des sujets allant au-delà de la dimension humanitaire. C'est pour cette raison que nous avons présenté à la 58<sup>ème</sup> Assemblée générale une résolution qui demandait

l'assistance aux réfugiés de Palestine et exprimait le soutien à l'Office, a expliqué le représentant. L'automne dernier, la Quatrième Commission a fait d'importants progrès en consolidant les résolutions pertinentes dans ce domaine. Nous pensons que ces textes vont dans le sens d'une revitalisation de l'Assemblée générale et d'une attention internationale davantage portée sur les méthodes de financement de l'UNRWA destinés à l'amélioration de l'aide aux réfugiés palestiniens.

M. MENHAHEM KANAFI (Israël) a affirmé le soutien de son pays aux activités humanitaires de l'UNRWA. Il a rappelé qu'un réfugié de 16 ans venait de se faire sauter dans un marché à Tel Aviv, tuant trois Israéliens. La situation est difficile pour Israël, pour l'UNRWA et pour les Palestiniens qui tentent de vivre une vie normale alors que leurs faiblesses sont exploitées par des organisations terroristes, a-t-il déclaré. Il est de l'intérêt de tous que l'Office reste impartial, a-t-il ajouté, estimant qu'il existait un problème d'équilibre dans les déclarations de la direction de l'Office et dans ses communiqués de presse.

M. Kanafi a affirmé qu'Israël aidait chaque jour les véhicules de l'UNRWA à entrer et sortir de la bande de Gaza, en dépit des efforts des terroristes pour transformer les points de passage en zones de guerre. Il a alors rappelé qu'Israël avait voté en faveur de la résolution 58/95 lors de la dernière session, alors même que certains éléments de celle-ci lui déplaisaient.

M. Kanafi a affirmé que ses collègues arabes évoquent les souffrances des réfugiés mais que leurs pays ne font rien pour alléger ces souffrances. Ainsi, a-t-il dit, la Suisse, qui ne compte même pas parmi les dix plus importants donateurs de l'UNRWA, donne chaque année dix fois plus que les six délégations arabes qui se sont exprimées lors de la précédente séance. Selon lui, les difficultés économiques des Palestiniens doivent être imputées aux terroristes et les actions de légitime défense d'Israël sont utilisées comme prétexte pour cacher que les réfugiés ont été abandonnés par la plupart du monde arabe.

Ces terroristes ont prouvé qu'ils n'avaient aucun respect pour le droit humanitaire et ils ont détourné les véhicules des Nations Unies et leurs ambulances pour transporter des hommes et des armes, a soutenu le représentant. Les terroristes se sont réfugiés dans les installations de l'ONU et certains employés de l'UNRWA ont abusé de leur statut pour poursuivre leurs objectifs meurtriers, a-t-il insisté. Il a reproché à l'Office de ne pas vérifier les activités passées de son personnel, affirmant que des officiels de l'UNRWA avaient fait preuve d'indifférence quant au fait qu'ils emploient des activistes du Hamas, qui a été ajouté à la liste des organisations terroristes de l'Union européenne en 2003. Il a mentionné que 23 des 27 personnes élues comme délégués syndicaux des enseignants de l'UNRWA en 2003 étaient membres du « bloc islamique » du Hamas. Le représentant a affirmé que huit employés de l'Office avaient été condamnés au cours des trois dernières années pour des activités liées au terrorisme. Il a à nouveau fait mention de cas d'utilisation abusive de véhicules et ambulances de l'ONU par des terroristes. Israël, a-t-il dit, est vivement préoccupé par l'abus des symboles des Nations Unies. M. Kanafi a ensuite affirmé que les représentants avaient tort lorsqu'ils affirmaient qu'il était difficile de séparer les besoins humanitaires des Palestiniens des considérations politiques. Ces délégations ignorent l'utilisation par des terroristes des infrastructures et des écoles de l'UNRWA comme couverture pour attaquer Israël, a-t-il accusé. Le représentant a affirmé que les souffrances des réfugiés palestiniens pourraient s'achever si la partie palestinienne remplissait ses obligations aux termes de la Feuille de route en rejetant la terreur, en réalisant une réforme politique et en combattant le terrorisme comme l'a demandé la communauté internationale. Les réfugiés ont besoin de l'assistance humanitaire de l'UNRWA et des institutions des Nations Unies, a-t-il déclaré. Il a conclu en affirmant qu'Israël était prête au dialogue et à permettre la réalisation des travaux de l'UNRWA.

Mme ANGIE MAPARA, Observatrice de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, s'est félicitée des progrès accomplis dans le cadre de la conférence qui s'est tenue à Genève les 7 et 8 juin derniers. À cette occasion, de nombreux gouvernements ont fait part de leur soutien aux activités de l'UNRWA, et beaucoup ont souhaité que les ressources allouées à l'Office pour aider à la bonne conduite de ses programmes soient augmentées. Poursuivant, la représentante a indiqué que le Président du Croissant-Rouge palestinien avait été pendant la Conférence le leader de sa délégation. Durant la conférence, l'Office a ainsi reconnu le rôle particulier joué dans la région par le Croissant-Rouge palestinien. Le Croissant-Rouge palestinien possède par ailleurs un réseau de 20 unités réparties en Cisjordanie et à Gaza. Il chapeaute divers programmes, de santé notamment, conduits en coopération

étroite avec l'Office et d'autres agences des Nations Unies, qui sont basées au Liban, en Syrie, en Égypte et en Jordanie. Le CRP est également très actif sur le front de la promotion des valeurs et principes humanitaires, ses programmes en la matière reposant sur l'effort déployé par 5 700 bénévoles qui apportent aide et assistance à plus de 3 5000 des plus vulnérables réfugiés. En conclusion, la représentante a affirmé que, par cette déclaration, les sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge voulaient donner des exemples du travail qu'ils accomplissent sous une pression extrême afin de continuer à apporter l'aide nécessaire aux plus vulnérables. Dans ce sens, elle a encore souligné l'importance d'une augmentation des fonds collectés auprès des donateurs internationaux.

En conclusion du débat général, M. PETER HANSEN, Commissaire général de l'UNRWA, a exprimé sa reconnaissance et celle du personnel de l'Office pour le soutien écrasant qui leur a été exprimé au cours du débat général. Il a affirmé qu'il communiquerait au personnel les préoccupations exprimées pour sa sécurité. Il a ajouté qu'il s'efforcerait de travailler en fonction des directions évoquées lors du débat. Nous continuerons à assurer le suivi de la Conférence de Genève et à suivre le plan à moyen terme de l'Office, a-t-il déclaré, espérant que les appuis exprimés dans le cadre de la Commission se traduiraient en soutien concret sur le terrain.

M. Hansen a ensuite souhaité répondre aux déclarations du représentant d'Israël, dont il a salué les efforts personnels en faveur du travail entre l'UNRWA et son pays. Il est faux d'affirmer qu'une personne a été élue en tant que représentant d'un bloc ou d'un autre, a-t-il déclaré. Aucun candidat ne se présentait au nom d'un « bloc islamique » du Hamas dans l'élection des représentants syndicaux des enseignants de l'UNRWA, a-t-il expliqué, précisant que les listes ne mentionnaient aucun nom de groupe.

M. Hansen a ensuite reconnu que plusieurs membres du personnel de l'UNRWA avaient été arrêtés, parfois dès 2001 ou 2002. Or ce n'est qu'en août 2004 que l'UNRWA a obtenu des documents expliquant, partiellement seulement, les condamnations de cinq de ces membres. Nous avons reçu ces documents en hébreu et nous attendons leur traduction dans une langue officielle de l'Organisation pour pouvoir commencer à comprendre la nature des accusations, a-t-il précisé. Nous avons demandé des éléments de preuve écrite supplémentaires et nous attendons toujours une réponse du Ministère des affaires étrangères à ce sujet, a-t-il ajouté. Une fois les documents obtenus, et lorsque nous aurons pu rencontrer les personnes détenues, alors nous prendrons les mesures disciplinaires qui s'imposent. M. Hansen a expliqué qu'un membre du personnel avait fini par signer une confession après un an et demi de détention et sur un document en hébreu, langue qu'il ne comprend pas. Les personnes condamnées sur une période de quatre ans ne représentant de toute façon qu'une petite poignée de gens par rapport aux 12 000 personnes qui travaillent pour l'Office, a-t-il souligné. M. Hansen s'est enfin félicité que la déclaration du représentant d'Israël ait été prononcée sur un ton beaucoup plus conciliatoire et productif. Le dialogue demeure indispensable pour que l'Office puisse effectuer ses tâches humanitaires, a-t-il expliqué. Si l'Office ne pouvait pas mener ses travaux à bien, il incomberait à Israël, en tant que Puissance occupante, de prendre en charge ce travail humanitaire, a-t-il précisé. M. Hansen a conclu en rappelant que l'UNRWA avait pour mission d'alléger les souffrances de civils innocents.

Mme FEDA ABDELHADY-NASSER, Observatrice de la Palestine, a répondu à la déclaration du représentant d'Israël, qui a choisi de ne parler que de terrorisme en évitant de faire référence à la réalité de la situation, la réalité dans la région telle que tout le monde peut clairement la comprendre en lisant le rapport de M. Hansen. Ce rapport fait état du fait le plus important, à savoir que la nation occupante dans la région ne s'acquitte pas de ses obligations en particulier en ce qui concerne la protection et le bien-être de la population civile. Cette dernière est au contraire constamment attaquée par la puissance occupante qui, à ce jour, refuse toutes les normes du droit international. Le rejet complet du droit au retour dans leur foyer des Palestiniens est bien ce qui est à l'origine de la souffrance de 4 millions 200 0000 réfugiés vivant dans la misère et la pauvreté. Notre délégation estime que des crimes de guerre sont commis en ce moment contre les populations civiles palestiniennes. C'est ce qu'ont reconnu la plupart des délégations qui ont participé à ce débat en accordant, ce faisant, à la question des réfugiés palestiniens tout le sérieux voulu.

\* \*\*\* \*